



DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES  
> administration

# ARRÊTÉ

**RESTRICTION DE CHAUSSEE**

**STATIONNEMENT INTERDIT**

**RUE DES BARBINS**

**ENTRE LES NUMEROS 210 ET 266**

Date : - 2 JUIN 2026

N° : ARR D ST 2026 158

**Le maire de la Ville de Saran,**

Vu l'arrêté n° ARR\_DGS\_2026\_087 du 31 mars 2026 portant délégation de fonction à Monsieur Philippe Dolbeault pour assurer toute fonction dans les domaines des Travaux et du Patrimoine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2542-2, L2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,

VU l'article 610-5 du nouveau Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-9, R 417-10, R 417-11,

VU l'arrêté interministériel sur la circulation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire), approuvé par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1974,

Considérant la nécessité de restreindre la chaussée et d'interdire le stationnement rue des Barbins entre les numéros 210 et 266 durant les travaux de création de génie civil pour le réseau de distribution électrique, réalisés par l'entreprise INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE.

## ARRÊTE

**Article 1 :** A partir du 12 juin 2026 pour une durée de 30 jours, la chaussée sera restreinte et le stationnement sera interdit rue des Barbins entre les numéros 210 et 266 durant les travaux de création de génie civil pour le réseau de distribution électrique, réalisés par l'entreprise INEO RESEAUX CENTRE ATLANTIQUE.

**Article 2 :** Le chantier doit être visible de jour comme de nuit. La signalisation réglementaire est mise en place, entretenue et déposée par l'entreprise chargée des travaux.

**Article 3 :** Les infractions au présent arrêté qui est publié et affiché dans la Commune et aux extrémités du chantier, sont constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du Code de la Route.

**Article 4 :** Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie  
Le Commissaire Central de Police  
Le Service de Police Municipale  
Le Service Gestion des Déchets de l'Agglomération Orléans Val de Loire,  
Le Service Assainissement de l'Agglomération Orléans Val de Loire  
Kéolis  
Pôle Territorial Nord d'Orléans Métropole,

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



**Philippe Dolbeault**  
adjoint délégué aux travaux et au patrimoine